



# Situation économique et financière

## République Dominicaine

Actualisation au 11 mars 2005

© MINEFI – DREE/TRÉSOR

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

### 2005

#### PIB par habitant en US\$, en prix courants

	US\$	Evol %
2000	2 398.1	11.9
2001	2 577.5	7.5
2002	2 536.0	-1.6
2003	1 907.4	-24.8
2004	2 102.2	10.2

Source Banque Centrale (rapport janv-déc 2004)

### Une sortie de crise financière en cours

Confronté à la pire crise économique et financière de son histoire, suite à la faillite frauduleuse d'une des plus grandes banques du pays début 2003, la République Dominicaine a retrouvé une certaine stabilité monétaire, et s'attache à retrouver sa stabilité financière, préalable au retour à une croissance économique durable que le pays avait connue dans les années 90.

Elu le 16 mai 2004, le Président Leonel Fernandez et son gouvernement ont su regagner la confiance des acteurs économiques et des Dominicains dans leur ensemble. Un accord avec le FMI a été signé le 31 janvier 2005 et la communauté financière internationale est ouverte aux aides diverses. Pour autant, les défis restent importants et les problèmes structurels sont toujours d'actualité (soutenabilité des finances publiques, impasse financière du secteur électrique).

### La crise de 2003

#### Croissance du PIB en % Taux d'inflation en %

	96	97	98	99
PIB %	7,2	8,3	7,3	8,0
Inflat .	4	8,4	7,8	5,1

  

	00	01	02	03	04 (e)
	7,8	2,7	4,1	-0,4	2,0
	9,02	4,38	10,5	42,7	28,9

Source : FMI - (e) estimations

au 31 décembre 2003, le sauvetage financier, réalisé par la Banque Centrale sans fondement légal, a représenté 20,3 % du PIB (101,68 Md Pesos). De ce montant, la Baninter en a représenté 71,5 %, Bancredito 22,7 % et la banque Mercantil 5,8 %, soit respectivement 14,5 %, 4,6 % et 1,2 % du PIB du pays.

### 2003 sous le signe de la crise économique et financière, la pire de l'histoire du pays

La République Dominicaine a longtemps été considérée comme le « bon élève » de la Caraïbe. La politique de réformes et d'ouverture économique et financière mise en oeuvre au début des années 90 a ainsi permis une croissance économique de près de 8% par an en moyenne entre 1995 et 2000. Entre 1990 et 2000, le PIB par habitant a été multiplié par trois, passant de 800 dollars à 2400 dollars. Les événements du 11 septembre 2001 et le ralentissement économique mondial ont porté un premier coup à la République Dominicaine, touchée en particulier par un ralentissement du tourisme, l'un des piliers de cette économie. La croissance a alors été ramenée à 4%.

#### Le scandale

Mais ce ralentissement de la croissance n'était rien comparé aux conséquences du scandale de la faillite frauduleuse d'une des plus grandes banques du pays, la Baninter, qui entretenait une double comptabilité depuis 14 ans. Cette faillite intervenue en mai 2003 a plongé le pays dans la pire crise économique et financière de son histoire.

Pour empêcher une crise systémique du secteur bancaire (deux banques d'importance moyenne ont été entraînées à la faillite dans le sillage de la Baninter), la Banque Centrale est intervenue massivement en garantissant l'ensemble des dépôts des trois banques acculées à la faillite. Malgré la fuite de capitaux (estimée à près de 2 milliards de dollars, soit quelque 10% du

PIB), on n'a pas assisté à un retrait désordonné des dépôts bancaires. Au contraire, après quelques semaines, ceux-ci ont augmenté.

Après une longue stabilité,

.....le Peso s'effondre en 2003

moyenne annuelle du Peso par rapport au Dollar

1999	2000	2001	2002	2003
15,83	16,2	16,7	18	32

..... et opère un redressement inattendu à partir d'août 2004

Le peso en 2004 (par rapport au dollar) – indicatif

Fin Jan 2004	49,00 pesos
Fin juillet 2004	45,00 pesos
Fin août 2004	38,00 pesos
Fin sept 2004	34,50 pesos
Fin oct 2004	32,50 pesos
Fin déc 2004	31 pesos

### Son coût pour le pays

Mais le coût pour le pays de cette intervention est particulièrement lourd, estimé à 20 % du PIB. Surtout, l'afflux de liquidités généré par l'intervention de la banque centrale a produit un grave déséquilibre monétaire et financier, entraînant une forte poussée de l'inflation (65% sur douze mois en mai 2004), une forte dépréciation de la monnaie nationale (le taux de change du peso est passé de quelque 20 pesos pour 1 dollar fin 2002 à 56 pesos pour un dollar en janvier 2004 au plus fort de la crise), un important dérapage budgétaire et une récession économique (-0,4% en 2003 contre +4,3% en 2002). Par ailleurs, l'envolée de la dette publique (passée de 26.8 % en 2002 à 54.3% en 2003) faisait peser la menace d'un défaut de paiement.

### L'aide des institutions financières internationales 2003 - 2004

La communauté financière internationale est rapidement intervenue, avec notamment la signature avec le Fonds Monétaire International (FMI) d'un accord « Stand By Agreement » (SBA) dès le mois d'août 2003. Mais les préoccupations électorales du Président Mejia ont empêché toute véritable mesure d'ajustement pour rétablir la stabilité financière du pays. Face à l'aggravation de la situation économique, le FMI a approuvé une revue du SBA en février 2004, mais a dû suspendre le programme en avril 2004, en raison de la dérive des finances publiques observée par rapport aux objectifs. Ce programme a cependant contribué au déroulement calme de l'élection présidentielle du 16 mai. Les électeurs dominicains se sont prononcés en faveur du candidat de l'opposition, M. Leonel Fernandez, qui avait obtenu un premier mandat (1996-2000), marqué par de bons résultats. Le nouveau Président a pris ses fonctions officielles le 16 août 2004.

## Les objectifs

Les objectifs négociés- RD et le FMI

	En % du PIB, sauf spécifié		
	05 (p)	06 (p)	07 (p)
PIB %	2.5	4.3	4.5
Inflation%	12.0	8.0	5.0
Dépenses budget	18.7	17.2	17.2
Dont dép fonctionnt	13.7	12.5	12.4
Solde budget	-0.7	0.7	0.9
Solde quasi-fiscal BC	-3.2	-2.5	-1.9
Solde consolidé	-3.9	-1.8	-1.0
sect publ			
Dette publique	49.1	48.3	45.7
Dont dette ext	30.3	30.2	
Dont dette int	18.8	18.2	17.5

## Le nouvel accord avec le FMI : un commencement

L'une des tâches prioritaires pour le nouveau gouvernement a été de retrouver le soutien de la communauté financière internationale. Parmi les mesures préalables, le gouvernement a procédé à la réforme fiscale, à la réalisation du budget et au paiement des arriérés de dettes.

Un nouvel accord Stand-By a été signé le 31 janvier 2005 et à la demande du pays, l'ancien a été annulé. Ce nouveau programme s'étend sur une période de 28 mois et s'élève à 437,8 M DTS, ce qui représente près de 642 Millions US\$. Le pays a aussi demandé l'activation du « Mécanisme d'Intégration Commerciale » (TIM selon son sigle anglais), en vue de prévenir un possible effet de la fin des quotas textiles que régissait l'AMF (Accord Multi-Fibres) jusqu'au 31 décembre 2004. Si l'impact de la fin de cet accord était supérieur à ce qui est estimé, la République Dominicaine demanderait alors une augmentation de l'accord de droit de tirage pouvant aller jusqu'à 21,89 Millions de DTS (33 M US\$).

Les autorités se sont engagées sur un programme de réformes qui couvrent la politique d'ajustement budgétaire pour assurer le financement de la dette publique (total de dette publique : 52,1 % du PIB en 2004 ; 49,1 % en 2005), et réduire le déficit budgétaire (-2.7% en 2004 ; - 0.7 % en 2005) en s'engageant sur la maîtrise des dépenses publiques et en plafonnant ses investissements à 38,2 Milliards de Pesos (1,3 Md US\$). Le programme couvre aussi la reprogrammation de dettes et d'obligations et l'obtention de nouveaux financements, une politique monétaire visant à stabiliser

(p) programmés

l'inflation, le renforcement du secteur financier par la recapitalisation des banques et l'indépendance des institutions de tutelle, un programme d'amélioration du secteur électrique (apuration de 300 M US\$ d'arriérés et définition d'une stratégie sectorielle cohérente et soutenable).

## Retrouver une croissance forte

### Dette du secteur électrique en Milliards Pesos

2003	2004	2005	2006	2007
	(e)	(p)	(p)	(p)
14.3	11.3	9.01	12.3	12,9

(e) estimés (p) programmés

Le nouveau gouvernement a annoncé son intention de re-privatiser les entreprises de distribution électrique nationalisées par son prédécesseur

### Stock de la dette publique (en % du PIB)

Source : Banque Centrale &amp; FMI

	2002	2003	2004	2005
				(p)
total	26.8	54.3	52.1	49.1
externe	21.5	36.6	33.5	30.3
interne	5.3	17.7	18.6	18.8
*Dont certif.	1.7	11.9	12.6	13.8

\* dont certificats de la Banque Centrale  
(p) programmés

## Des défis encore importants

### Résoudre l'impasse financière liée au secteur électrique

Le problème du secteur est avant tout financier (perte mensuelle de 20 à 25 millions de dollars). Un accord a été trouvé avec les banques locales, avec une facilité de crédit portant sur 130 millions de dollars sur les 4 premiers mois du mandat de ce Président. Une partie a déjà servi à rembourser des dettes envers les producteurs.

Mais aucune solution rapide n'est entrevue pour mettre fin au cercle vicieux où, face à un service défaillant, le consommateur refuse de payer sa facture d'électricité. Le plan stratégique visant à la soutenabilité du secteur (réduction des pertes, amélioration du recouvrement des factures, restrictions des subventions, renégociations des contrats) doit être mis en œuvre.

### Acquitter la dette :

Le ratio dette publique/PIB est acceptable (49,1 % en 2005), malgré la croissance de la dette intérieure (18,8 % du PIB en 2005) composée à hauteur de 73 % par les certificats d'investissement de la Banque centrale (déficit quasi-fiscal). Selon les prévisions du FMI, la dette publique va décroître de 54,3 % du PIB en 2003, à 44 % à la fin de l'année 2009, et ne représentera plus que 210 % des recettes publiques (contre 280 % en 2004).

\* **dette interne** : Ses composantes majeures viennent de la dette envers le secteur électrique, et des certificats d'investissements de la Banque Centrale qui a généré le déficit quasi fiscal. Celui-ci devrait être gérable (de 4 % du PIB fin 2004, il devrait passer à 3,2 % en 2005), malgré son montant (stock de certificats de dépôts : 98,1Md Pesos fin 2004, soit 3,30 Md US\$ ). Le regain de confiance a permis de jouer sur les maturités (182 jours et 364 jours contre moins d'un mois en juillet dernier), et les taux (25,5 % en fin d'année, contre 60% au mois de juillet).

### Dette publique interne en Milliards de Pesos

	2000	2001	2002	2003	2004 (e)	2005 (p)	2006 (p)	2007 (p)
total	23.49	15.74	21.3	92.10	140.26	156.57	178.47	188.72
Gvt	19.1	12.4	14.3	32.09	42.1	38.3	36.4	28.8
Certif. BC	4.3	3.2	6.9	60.0	98.1	118.2	142.07	159.8

Source : Banque Centrale &amp; FMI

\* **dette externe** : La RD a réussi payer presque tous ses arriérés tant au Club de Paris qu'aux autres bailleurs multilatéraux, mais il reste un engagement important à réaliser : la comparabilité de traitement de sa dette privée, exigée par le Club en avril 2004, et non encore réalisée.

### Dette publique externe en Millions de US\$

2000	2001	2002	2003	2004 (e)	2005 (p)	2006 (p)	2007 (p)
3 684	4 177	4 636	5 984	6 166	6 942	7 308	7 064

Source : Banque Centrale &amp; FMI

### Assurer le financement du programme

En 2005, le besoin de financement après octroi de financements exceptionnels (dont les 177 M\$ issus du maintien du Club de Paris III) restera de 327 M\$. Ce besoin de financement serait couvert par la restructuration de la dette dont un nouveau traitement en Club de Paris (138 M\$ attendus d'un "Paris IV"). En 2006, le besoin de financement sera de 637 M\$ après l'octroi des financements exceptionnels et serait couvert à hauteur de 500 M\$ par la restructuration des obligations souveraines et à hauteur de 139 M\$ par un éventuel Club de Paris n°V.

La couverture du besoin de financement du programme dépend donc essentiellement d'une action que la République dominicaine n'a pas encore conduite mais qu'elle envisagerait de faire en mars 2005 : la restructuration de ses obligations extérieures.

## 2005

### Des perspectives encourageantes.

#### PIB en Md US\$

02	03	04 (e)	05 (p)	06 (p)	07 (p)
21.2	16.3	18.4	22.9	24.2	25.04

Source : FMI

(e) estimés (p) programmés

Après une année 2004 qui s'est soldée par une croissance positive de 2 %, une inflation de 28,7 % et un déficit public consolidé inférieur à 4 % du PIB, les perspectives macroéconomiques à l'horizon de 2005-2007 sont encourageantes.

Le pays dispose d'atouts indéniables pour retrouver le chemin d'une croissance soutenable : c'est un des seuls pays de la région à présenter une base industrielle solide, le développement du tourisme a été une réussite incontestable et les transferts en provenance des Dominicains à l'étranger (2,2 milliards de dollars en 2004, près de 12% du PIB) contribuent fortement à l'équilibre des comptes externes tout en apportant un soutien à la consommation. Après une année 2003 très faible en matière d'investissements étrangers (613 M \$), les estimations font état d'un retour progressif à l'IDE dans les années à venir.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique de SAINT DOMINGUE (adresser les demandes à [st Domingue@dree.org](mailto:st Domingue@dree.org)).

#### Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



#### Auteur :

Mission Économique  
Adresse : Calle Las Damas 42, Apartado Postal 697  
Zona Colonial  
SAINT DOMINGUE  
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE  
Rédigée par : Gabriel Leost  
et Joëlle Bonnet  
Revue par : Jean-Pierre Colnard  
Date de parution :  
Version originelle du 11 mars 2005